



**Déclaration orale de la FIACAT cosponsorisée par CCPR Centre, DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project), International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT) et l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)**

**Dialogue interactif avec le Rapporteur Spécial sur le Burundi**

**54<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme**

**22 septembre 2023**

Monsieur le Président,

Monsieur le Rapporteur Spécial,

Le contexte général des droits humains au Burundi n'a pas évolué positivement depuis l'entrée en fonction du Rapporteur Spécial malgré des discours de bonnes intentions des autorités qui se traduisent rarement en actes.

A titre illustratif, ACAT-Burundi a documenté d'août 2022 à août 2023 : 228 cas d'assassinats, 234 cas d'arrestations arbitraires et 73 cas de torture. Pour la même période, la ligue ITEKA a documenté 168 cas de violences basées sur le genre. Selon le FOCODE, en 2023, le phénomène des enlèvements et des disparitions forcées a repris à partir de février et s'amplifie ces derniers mois. ESDDH dénonce quant à elle le harcèlement continu des défenseurs qui sont forcés à l'exil et des conditions carcérales alarmantes.

Nos organisations<sup>1</sup> condamnent fermement l'absence de justice pour les victimes et l'impunité dont jouissent les auteurs présumés identifiés parmi certains agents des forces de l'ordre, du Service national de renseignement et les Imbonerakure.

Les organisations signataires regrettent que la délégation burundaise ait quitté le dernier examen du Burundi par le comité des droits de l'homme au prétexte de la présence d'un défenseur arbitrairement condamné par contumace. Elles déplorent, en outre, l'inaction de la CNIDH devant une telle situation des droits de l'homme qui ne cesse de se dégrader.

Ainsi, les organisations signataires appellent le Burundi à lutter contre l'impunité des violations des droits humains et demandent la libération immédiate des personnes détenues arbitrairement telles la journaliste Floriane Irangabiye et la syndicaliste Emilienne Sibomana.

Enfin, nos organisations appellent le Conseil à renouveler le mandat du Rapporteur Spécial.

Je vous remercie.

<sup>1</sup> ACAT BURUNDI, AJBE, APRODHI, CAVIB, CB-CPI, Coalition Burundaise des DDH, COSOME, ESDDH, FOCODE, FORSC, Light for All, Ligue Iteka, RCP, SOS-Torture, Tournons La Page Burundi et UBJ soutenues par le CCPR Centre, DefendDefenders (East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project), la Fédération internationale des ACAT (FIACAT), l'International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT) et l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT).